L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. [illegible] RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI, MATIN, 4 JUIN.

NI MONK, NI WASHINGTON.

M. Thiers l'a dit formellement : *La République existe, nous la trouvons en service sous nous.*

Or, après les élections du 27 avril, et la récidive du 11 mai, M. Thiers, pas plus que personne en France, ne peut plus croire à la République conservatrice.

Il se trouve donc en face de celle qui *se sera pas.*

Quelle sera la candidate de M. le président ?

Se résignera-t-il à reprendre le rôle réparateur de Monk, ou persistera-t-il à jouer les Washington ?

Monk, il semble, il est de Pétau, quand la France a cherché à se reconnaître et à se gouverner ; mais la gloire de Washington n'a pas plus été stable et facile.

Si cette illusion survit aux réalités brutales de ces derniers jours, M. Thiers entendra-t-il du moins la voix plus calme de l'histoire ?

Pour les peuples qui grandissent trop vite, la France est par excellence le pays de la tradition, et le trésor de ses glorieux souvenirs est un dépôt sacré transmis de génération en génération et pieusement conservé dans toutes les mémoires. Quatorze siècles de monarchie ont donné à la nation l'habitude du gouvernement d'un seul, et, cette habitude, passée dans le sang de la race et dans ses besoins, est la première des nécessités politiques.

Ce n'est pas là une de ces impressions passagères qui s'effacent par un décret, et un peuple n'oublie pas plus son histoire en un jour, qu'on n'emporte sa patrie à la semelle de ses souliers.

Ainsi s'explique la tendance constante de la France à chercher son avenir dans son passé.

L'Amérique, elle, n'a pas de passé : c'est un peuple sans histoire.

La base, sur son sol vierge, les institutions républicaines ont pu passer rapidement de profondes racines, sans rencontrer pour obstacles les vertiges d'institutions centenaires, et Dieu sait cependant ce qu'il avait fallu de méditations pleines d'anxiété aux législateurs des Etats-Unis pour doter leur pays d'une Constitution appropriée à son esprit, à ses mœurs et à ses aspirations.

En Europe, tout au contraire, et en France plus qu'ailleurs, on ne peut se mouvoir sans se heurter aux débris du passé, et les traditions monarchiques y persistent longtemps après que les institutions ont disparu.

En un mot, l'Amérique est un pays d'*institutions*, et la France un pays de *traditions* ; différence capitale, qui rend chez nous très ardue l'œuvre du législateur."

C'est le *Siècle* qui s'exprime ainsi par la plume de M. Pierre Lefranc.

La conversion de la France aux idées républicaines est donc, aux yeux mêmes des républicains, un *œuvre très ardue*, en comparaison de sa tendance naturelle à revenir à son passé monarchique.

Mais des considérations morales passons à l'étude des faits.

Ici, la voix des événements domine toute objection, et jamais différence d'origine et de résultats ne fut plus fortement accusée.

La République française née du 4 septembre est le triste résultat de nos désastres ; la constitution du peuple américain est le fruit de sa victoire.

Le but réel du 4 septembre a été de renverser un gouvernement dont la fermeté contenait les passions mauvaises : la rupture de l'Amérique avec l'autorité royale a eu pour juste cause la défense des colonies contre les exactions de la métropole.

Le gouvernement du 4 septembre a désorganisé le pays en face de l'invasion : les membres de la Convention américaine l'ont organisé dès qu'ils l'ont eu affranchi.

Les hommes du 4 septembre se sont fait battre partout, ale le terrain de la diplomatie comme sur les champs de bataille : les représentants du peuple américain, avant de voter des lois, avaient sauvé leur pays et vaincu l'Angleterre.

Les constituants américains ont assuré à leur patrie plus de soixante-dix ans d'une paix continue ; au bout de quelques mois, la République du 4 septembre aboutissait à la Commune, et à l'heure où j'écris ces lignes, nous y sommes revenus.

Les fondateurs des Etats-Unis ont été leurs plus fermes sectateurs ; le parti du 4 septembre est le principal obstacle à l'établissement de l'ordre en France et l'éventualité la plus menaçante pour son avenir—avenir sinistre dans lequel l'élection du 27 avril nous a fait entrer.

Avec de telles différences, il est facile de concevoir en Amérique la possibilité d'un Washington, et en France la nécessité d'un Monck.

Il nous reste à comparer les deux hommes dont l'un a fondé la République des Etats-Unis et dont l'autre n'est proposé de doter la France des mêmes institutions.

Ici encore nous ne trouverons que des dissemblances.

Remarquons d'abord que Washington n'eut qu'un seul mot à inscrire sur le drapeau de la jeune Amérique : INDÉPENDANCE. Moins heureux, M. Thiers est l'héritier forcé de la triple devise de 92 : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, qui ment à tout.

Washington fut simplement chargé de maintenir la Constitution établie par ses collègues ; M. Thiers se flatte de remplacer ce qui existait par une Constitution de sa main.

Washington était tellement éloigné d'une telle prétention, qu'il écrivait au sujet de la révolution qui s'était accomplie en Amérique, "qu'il en remettait l'issue au grand Régulateur des événements, sans se fatiguer à pénétrer ce qui est au-delà de la connaissance humaine, prenant seulement soin de s'acquitter du rôle qui lui avait été assigné, de telle sorte que sa raison et sa conscience pussent l'approuver."

Washington dut surtout son autorité politique à la dignité de son maintien et à son extrême réserve.

"Toujours en dehors des partis, il n'engagea, jamais sans une nécessité claire et pratique, son opinion et sa responsabilité," dit de lui M. Guizot.

M. Thiers, lui....! que dirons-nous que n'ait déjà pensé nos lecteurs !

Le siége présidentiel ne fut pour Washington qu'une chaise curule : il n'est qu'une tribune pour M. Thiers.

L'influence et la popularité de ces deux hommes ont été égales dans leur pays : seulement, Washington savait sur M. Thiers l'avantage de se retirer à leur juste valeur.

C'est lui qui a dit : *L'influence n'est pas le gouvernement.*

Mot profond, qui vient d'être cruellement rappelé à la mémoire de M. Thiers.

Déjà, il y a bien longtemps, Cromwell, lui aussi fondateur d'une république éphémère qui devait bientôt aboutir à une monarchie durable et prospère ; Cromwell s'écriait en voyant la foule enthousiaste qui l'accompagnait à Westminster : "Et dire qu'il y aurait encore plus de monde et d'acclamations si l'on me menait pendre !"

Enfin, la politique tout entière de Washington se résume dans les lignes suivantes écrites par lui :

"Si c'est mon sort inévitable d'administrer les affaires publiques, *j'arriverai au moins avec un engagement ultérieur d'aucun genre sur quelque sujet que ce soit.*"

Mettons-nous en face de cette déclaration les engagements contradictoires de M. Thiers, ceux qu'il a rompus dans le passé et ceux par lesquels il a compromis l'avenir ?

Concluons :

Entre le rôle de Washington, auquel ni la nature, ni les circonstances ne l'ont destiné, et celui de Monk, qu'il a dédaigné, puisse M. le président de la République, après d'infructueux efforts, ne pas rester simplement M. Thiers, c'est-à-dire "ce qu'il tint comme inutile dont on ne peut pas se passer," comme disait M. de Cormenin dans son livre de *Timon*, et comme il aurait peut-être encore la sévérité de le répéter aujourd'hui.

— Voici, d'après la *Liberté*, quelques détails intéressants sur la succession du prince Yturbide, qui vient de mourir.

L'empereur Yturbide avait laissé huit enfants, qui sont tous morts aujourd'hui, à l'exception de la princesse Paule Yturbide. Agée de 55 ans et demeurant à Bayonne. Il existe aussi deux neveux de l'empereur ? Salvador et Augustin.

Salvador Yturbide, dont le père se noya accidentellement à Baltimore, en 1854, a fait toutes ses études au collége Sainte-Barbe. En 1866, il s'engagea dans les dragons du Pape, et fit la connaissance, à Rome, d'une baronne hongroise, qu'il épousa. Il est âgé de 23 ans.

Augustin est fils d'Angel Yturbide, mort l'année dernière. Il vient d'accomplir sa dixième année. C'est ces enfant que l'empereur Maximilien avait adopté par décret. Il est maintenant à Mexico, auprès de sa mère.

— La correspondance adressée de Vienne au *Temps* donne quelques détails politiques intéressants sur la situation des esprits dans la capitale de l'Autriche :

Les inquiétudes causées ici par le voyage de l'empereur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg sont aujourd'hui fort calmées. L'Autriche est exposée à trop de risques intérieurs et extérieurs, et elle a surtout en Orient des intérêts trop contraires à la politique traditionnelle de la Russie, pour ne pas suivre avec une vigilance un peu défiante les mouvements de ses deux puissantes voisins.

Elle est de plus et elle vent être une puissance libérale ; les influences qui dominent à Vienne et à Pesth sont des influences libérales ; elle aurait donc vu non-seulement avec déplaisir, mais avec un véritable effroi, tout ce qui aurait pu ressembler à un renouvellement de la Sainte-Alliance ou à une menace contre la démocratie occidentale, même quand on lui eût fait l'honneur de la convier à cette alliance et de vouloir l'associer à cette menace.

C'est, comme vous savez, un article de la *Correspondance de Berlin*, qui ne vous a pas échappé, qui avait fait naître des alarmes dans ce sens : mais cet article est demeuré sans écho, il n'a soulevé que des protestations à Berlin même, et l'on est persuadé aujourd'hui qu'on y avait attaché trop d'importance ; on croit, en effet, à quelque raison dans la conduite des affaires humaines, on doit croire, en effet, que le voyage de l'empereur Guillaume à Saint-Pétersbourg, n'a pas modifié d'une manière essentielle la situation qu'a établie l'entrevue des trois empereurs à Berlin en septembre dernier. Cette situation veut se résumer en deux mots, paix et statu quo, et, à Vienne aussi, il faut bien dire que l'Autriche l'accepte volontiers.

UN DISCOURS DE CASIMIR PÉRIER.

M. Casimir Périer, député de l'Aube, a prononcé avant-hier un discours agricole à Bar-sur-Seine, discours auquel nous empruntons l'allocution de nos lecteurs :

Nous vivons dans un temps où les épreuves ne nous ont pas été épargnées. La guerre et l'invasion ont laissé chez nous des traces profondes et douloureuses, et voilà qu'aujourd'hui c'est dans notre belle province, dans nos champs et pour nos vignobles, à vos derniers attributs d'un des plus rudes coups qui les aient depuis longtemps frappés.

Aux maux qu'amène le ravage des sauterelles, nous n'avons à opposer que la résignation et un redoublement d'énergie ; mais nous ne sommes pas désarmés contre ceux qu'entraînent les erreurs, les fautes et les défaillances. Un peuple auquel le suffrage universel donne le moyen d'exercer une influence directe et décisive sur ses destinées ne peut s'en prendre qu'à lui-même de l'usage qui est fait des pouvoirs qu'il délègue et qu'il reprend.

Avant la funeste année de 1870, les collèges qui nommaient aux sièges du Sénat, tous les esprits prévoyants, tous les amis de la liberté, s'accordaient à prédire des catastrophes dont il est vrai, notre regard ne pouvait mesurer l'étendue.

En 1870, vingt années d'un pouvoir presque absolu, aboutissaient aux Sedan d'un homme qui avait méconnu les principes d'autorité, et privé la nation de tout contrôle sérieux sur la direction de ses affaires. Nous sentons bien ce que nous a coûté cet abandon. Aujourd'hui c'est à éviter contraire qui est à éviter, et, si la modération qui a toujours été l'apanage de nos patriotiques et sages populations de l'Aube venait elle-même à manquer à ses principes d'autorité, et privé la nation de tout contrôle sérieux sur la direction de ses affaires. Nous sentons bien ce que nous a coûté cet abandon. Aujourd'hui c'